

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUILLET 1919

PROJET DE LOI SUR LA RESTAURATION DES RÉGIONS DÉVASTÉES

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 9 mai 1919 énonce les principes généraux d'après lesquels les citoyens sont indemnisés des pertes qu'ils ont subies dans leurs biens par suite de la guerre; elle détermine les dommages qui donnent lieu à la réparation, désigne le bénéficiaire de celle-ci, fixe le montant des indemnités et les conditions dans lesquelles elles sont allouées. Faite en vue des situations ordinaires, elle paraît insuffisante pour assurer la réparation des dommages causés aux terres cultivées dans les régions dévastées par les combats. Elle ne contient, en effet, aucune prescription qui procure le moyen d'effectuer d'une manière méthodique, rapide et efficace, la restauration agricole de ces régions. Il y a cependant, pour le pays, un intérêt essentiel à ce que les terres ainsi soustraites à la culture lui soient restituées dans le plus bref délai possible. On ne peut, à cette fin, s'en remettre exclusivement à la bonne volonté des propriétaires : certains d'entre eux pourraient n'y pas apporter toute la diligence voulue. D'autres pourraient se trouver hors d'état d'entreprendre des travaux longs et coûteux. De plus, le caractère général des dévastations nécessitera fréquemment le recours à des opérations d'ensemble qui ne peuvent s'exécuter que sous la direction et le contrôle des pouvoirs publics. Il est donc indispensable de procurer à l'État le moyen de substituer son action à celle des particuliers qui ne peuvent ou ne veulent exécuter ces travaux dont l'urgence devient chaque jour plus pressante.

Le droit de réquisition offre ce moyen.

Accordé aux administrations communales par la loi du 10 juillet 1791, il a été maintenu en vigueur sous le régime de la Constitution belge; la loi du

14 août 1887 a reconnu ce même droit à l'État et en a réglé l'exercice. Comme, d'autre part, l'article 2 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, qui a reconnu aux Belges le droit à la réparation des dommages résultant des faits de la guerre en Belgique, stipule que l'organisation, les modalités et l'étendue de ce droit seront réglées par la loi, celle-ci peut subordonner à des conditions qu'elle détermine, l'octroi de l'indemnité réparatrice, comme elle peut en arrêter les modalités.

Le présent projet de loi s'est inspiré de ces considérations. Il n'apporte aucune modification aux règles établies par la loi du 9 mai 1919 ; il se borne à conférer à l'État le pouvoir et à lui donner le moyen d'intervenir efficacement pour hâter, dans un intérêt national, la restauration agricole et la mise en valeur des régions dévastées par les opérations militaires, tout en sauvegardant les intérêts des propriétaires.

* * *

Le projet part de ce principe que le propriétaire de la terre ravagée est totalement indemnisé du dommage, soit par l'attribution de la valeur de cette terre au 1^{er} août 1914, soit par la restitution de celle-ci en état de culture, soit par la cession d'une terre de culture et de valeur équivalentes.

L'article 1^{er} donne à l'État le droit de désigner les terres auxquelles s'appliquent les dispositions de la nouvelle loi.

Dans les périmètres fixés conformément à l'article 1^{er}, le Gouvernement est autorisé à réquisitionner l'occupation des terres laissées à l'abandon par leurs propriétaires ou ayants droit, ainsi que l'occupation des terres nécessaires à l'exécution des travaux d'ensemble prévus à l'article 8. Pour se conformer à la législation sur les réquisitions, le projet de loi prévoit l'allocation au propriétaire d'une indemnité pour la durée de la réquisition. Celle-ci continue ses effets pendant tout le temps nécessaire pour que les terres soient restaurées ou mises en valeur.

Indépendamment de ce droit de réquisitionner l'occupation, l'article 7 donne à l'État le droit de procéder aux expropriations qu'il juge nécessaires sans devoir recourir aux formalités préalables. Il sera parfois indispensable, en effet, de recourir à cette mesure pour la réalisation des travaux d'ensemble qu'entraverait l'occupation de certaines parcelles par des cultivateurs.

En vue de faciliter l'application de la loi et de hâter les opérations des tribunaux des dommages de guerre, il est institué dans chaque commune une Commission arbitrale chargée de classer les terres dévastées d'après leur valeur au 1^{er} août 1914, et d'après leur valeur actuelle. La détermination de la valeur au 1^{er} août 1914, a pour objet de débarrasser les tribunaux des dommages de guerre de l'obligation de procéder à des expertises nombreuses et forcément lentes ; celle de la valeur actuelle a pour but de fixer les bases sur lesquelles les propriétaires qui désirent réaliser immédiatement leurs biens, pourraient les céder à l'État.

Une procédure simple a été tracée pour les opérations des Commissions arbitrales. Chaque Commission fait une première évaluation provisoire qui est notifiée aux intéressés ; ceux-ci ont un délai d'un mois pour présenter leurs observations verbalement ou par écrit. Passé ce délai, les Commissions arrêtent l'évaluation définitive et la portent à la connaissance des intéressés. Dès que l'évaluation est devenue définitive, le propriétaire peut céder volontairement sa

propriété à l'État pour le prix de sa valeur actuelle. L'État, devenu propriétaire de cette terre, est en mesure d'y effectuer les travaux nécessaires. Si le propriétaire préfère conserver sa propriété, l'État peut en réquisitionner l'occupation sur les terres non cédées, l'État obtient de cette manière le droit d'exécuter les travaux de restauration nécessaires.

La plus grande liberté est laissée à l'Administration pour l'exécution de ces travaux; il lui est loisible de les exécuter elle-même ou de s'entendre, avec le propriétaire, avec le locataire ou même avec des tiers ou des institutions créées à cette fin.

L'article 8 du projet de loi indique, d'autre part, des mesures spéciales que peut prendre l'État pour remplir sa mission; il peut, notamment, remanier le tracé des voies publiques et des cours d'eau, créer des voies nouvelles, effectuer des travaux d'assainissement et procéder au remembrement des parcelles.

Lorsque tous ces travaux sont accomplis et que les terres sont restaurées ou mises en valeur, un arrêté royal le constate et fixe le délai dans lequel les propriétaires des terres réquisitionnées peuvent réclamer soit la restitution de leur terre, soit lorsqu'il a été procédé à un remembrement, la cession d'ensemble équivalente. Si le propriétaire accepte de reprendre possession de sa terre ou de la propriété qui lui est offerte en échange, l'opération est terminée à son égard. S'il refuse, l'État peut procéder à l'expropriation.

Les terres qui, tout au début des opérations, ont été cédées à l'amiable à l'État, et celles dont ce dernier devient propriétaire par voie d'expropriation, après leur remise en état, sont mises en vente et restituées de cette manière à la culture.

Il reste alors à régler, conformément aux principes de la loi du 9 mai 1919, le droit des propriétaires à la réparation du préjudice qu'ils ont subi. S'il s'agit de terres cédées à l'État, conformément à l'article 4, le tribunal des dommages de guerre prononce immédiatement. Au contraire, en ce qui concerne les terres situées dans les périmètres fixés par l'arrêté royal prévu à l'article 1^{er}, et dont l'occupation a été réquisitionnée par l'État, le tribunal des dommages de guerre surseoit à statuer sur les indemnités pendant la période d'occupation sur réquisition. Le tribunal des dommages de guerre statue suivant sa procédure habituelle; toutefois, le projet de loi décide qu'il n'a plus à recourir à l'expertise pour déterminer la valeur des terres, mais qu'il doit s'en tenir à la valeur arrêtée par les Commissions arbitrales; cette valeur comprend toutes les indemnités dues pour le dommage causé au sol; par conséquent, le tribunal doit en déduire le montant des sommes perçues par les propriétaires lors de la vente de leurs terres en cas de cession à l'amiable et, en l'absence de cession, le montant de la valeur après restauration des terres acceptées en remplacement des héritages détruits.

En résumé, le projet est basé sur les principes suivants :

Pouvoir attribué à l'État d'effectuer lui-même ou de faire effectuer sous sa direction et sous son contrôle les travaux de restauration nécessaires;

Faculté laissée aux propriétaires des terres ravagées de les céder immédiatement à l'État pour le prix de leur valeur actuelle ou bien d'en conserver la propriété;

Choix laissé au propriétaire qui a préféré conserver provisoirement ses terres, soit de les reprendre après restauration, soit de les faire exproprier par l'État en ce moment;

Mise en vente par l'État après restauration des terres dont il est devenu propriétaire à l'amiable ou par suite d'expropriation;

Le projet de loi se termine par une disposition (art. 14) qui a pour objet d'encourager le déblaiement des terres encombrées par des débris, lorsque ces terres n'ont pas été réquisitionnées.

Le Ministre de l'Agriculture,

B^{on} RUZETTE.

Le Ministre des Affaires Économiques,

HENRI JASPAR.

**Projet de loi sur la restauration
des régions dévastées.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Agriculture et des Affaires Écono-
miques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de l'Agriculture et des
Affaires Économiques présenteront, en
Notre nom, aux Chambres législatives,
le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Les dispositions de la présente loi
ont pour objet la restauration agricole
ou la mise en valeur des terres situées
dans les régions dévastées par les opé-
rations militaires.

Les périmètres des régions auxquelles
ces dispositions s'appliquent sont déter-
minées par le Roi.

ART. 2.

Les terres laissées à l'abandon aux
dates fixées par les arrêtés royaux de
délimitation, seront classées par com-
mune d'après leur valeur au 1^{er} août
1914 et d'après leur valeur actuelle.

Ces valeurs sont établies dans chaque
commune, à l'intervention du Commis-

**Wetsontwerp op het herstel der
verwoeste gewesten.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voordracht van Onze Ministers
van Landbouw en van Staathuishoud-
kundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Landbouw en
van Staathuishoudkundige Zaken zul-
len uit Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp indienen
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL

De beschikkingen van deze wet be-
treffen het herstel van den landbouw of
het productief maken van de gronden,
in de bij de krijgsv verrichtingen ver-
woeste gewesten.

De grenzen van de gewesten waarop
deze beschikkingen van toepassing zijn,
zullen door den Koning worden be-
paald.

ART. 2.

De op de bij koninklijke besluiten
van grensbepaling vastgestelde datums
verlaten gronden, zullen naar hunne
waarde op 1 Augustus 1914 en naar
hunne huidige waarde, per gemeente
worden gerangschikt.

In elke gemeente zullen deze waarden
worden vastgesteld, bij tussenkomst

saire de l'Etat près le tribunal des dommages de guerre, par les soins d'une Commission arbitrale, dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par le Roi.

ART. 3.

Chaque Commission procède à une évaluation provisoire qui est notifiée aux propriétaires. Ceux-ci ont un délai d'un mois pour présenter leurs réclamations ou observations verbalement ou par écrit. Passé ce délai, les Commissions arrêtent l'évaluation définitive et la portent à la connaissance des propriétaires.

ART. 4.

L'acceptation dûment notifiée dans le délai d'un mois au Ministre de l'Agriculture, de l'évaluation définitivement arrêtée par la Commission, vaut, à l'égard de l'Etat, promesse de vente de l'immeuble à la valeur actuelle établie. L'acte de vente est passé à la requête de la partie la plus diligente.

ART. 5.

A défaut de l'acceptation ci-dessus prévue, valant promesse de vente, l'occupation des terres est réquisitionnée par simple notification au propriétaire. Le Ministre peut également réquisitionner l'occupation de terres nécessaires à l'exécution des travaux prévus à l'article 8 de la présente loi.

La réquisition continue ses effets jusqu'à ce qu'il soit constaté par un arrêté royal que la cause a pris fin.

van den Staatskommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, door het toedoen van eene scheidsrechterlijke Commissie, waarvan inrichting en werking door den Koning zullen worden geregeld.

ART. 3.

Elke Commissie gaat over tot eene voorloopige raming welke aan de eigenaars wordt bekend gemaakt. Dezen hebben eene maand tijd om hunne bezwaren of opmerkingen mondeling of schriftelijk in te brengen. Eens die tijd verstreken, maken de Commissies de eindramingen op en geven er kennis van aan de eigenaars.

ART. 4.

De binnen een maand aan den Minister van Landbouw behoorlijk bekend gemaakte aanvaarding van de door de Commissie opgemaakte eindraming, geldt, tegenover den Staat, als eene belofte van verkoop van het onroerend goed tegen de vastgestelde huidige waarde. De verkoopakte wordt verleden op aanzoek van de meest gereede partij.

ART. 5.

Bij gemis aan hierboven voorziene aanvaarding, welke als belofte van verkoop geldt, wordt de inbezitneming van de gronden opgeëischt bij eenvoudige kennisgeving ervan aan den eigenaar. De Minister kan insgelijks de inbezitneming opeischen van de gronden, welke noodig zijn tot het uitvoeren van de bij artikel 8 van deze wet voorziene werken.

De opeischung heeft nadere uitwerking tot dat er bij een koninklijk besluit vastgesteld wordt dat de reden ervan opgehouden heeft te bestaan.

ART. 6.

Il est payé annuellement par l'Etat, aux propriétaires des terres occupées, une indemnité de 5 % de la valeur actuelle attribuée à ces terres.

ART. 7.

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux expropriations pour cause d'utilité publique, sans recourir à l'enquête préalable prévue par la loi du 27 mai 1870. La procédure s'ouvrira en ce cas, par le dépôt au greffe des pièces, autres que celles de l'enquête, prévues par l'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1835.

ART. 8.

Le Gouvernement peut remanier le tracé des voies publiques et des cours d'eau, créer des voies nouvelles, effectuer des travaux d'assainissement ou procéder au remembrement des terres comprises dans le périmètre des régions dévastées. Dans ce dernier cas, les terres seront rassemblées en vue d'échanges éventuels de manière à constituer des ensembles ayant autant que possible la même nature et la même valeur que les héritages existant précédemment. La différence entre les propriétés dont l'échange est prévu ne pourra, à moins que les intéressés n'y consentent, être supérieure à 5 % tant en superficie qu'en valeur; la différence en valeur sera, le cas échéant, réglée par le paiement d'une soulte.

ART. 6.

Jaarlijks wordt er door den Staat aan de eigenaars der in bezit genomen gronden, eene vergoeding verleend van 5 % van de aan deze gronden toegekende huidige waarde.

ART. 7.

De Regeering is gemachtigd om over te gaan tot de onteigeningen ten algemeene nutte zonder tot het bij de wet van 27 Mei 1870 voorziene voorafgaandelijk onderzoek haren toevlucht te moeten nemen. De rechtspleging zal in dit geval worden aangevangen met het neerleggen ter griffie van de stukken, andere als die van het onderzoek, voorzien bij artikel 1 van de wet van 17 April 1835.

ART. 8.

De Regeering mag de richting van openbare wegen en waterloopen wijzigen, nieuwe banen aanleggen, gezondmakingswerken doen uitvoeren of doen overgaan tot de herkaveling van de gronden gelegen binnen de grenzen der verwoeste gewesten. In dit laatste geval, zullen de gronden, met het oog op gebeurlijke ruilingen in zulker voege in nieuwe kavels worden gelegd, dat dezen van denzelfden aard en van dezelfde waarde zijn als de voorheen bestaande erven. Het verschil tusschen de eigendommen waarvan de ruiling is voorzien zal, ten zij met instemming der belanghebbenden, geene 5 % zoowel in oppervlakte als in waarde mogen te boven gaan; het waardeverschil zal, desgevallend, door de betaling van een opleggeld worden geregeld.

ART. 9.

L'arrêté royal pris conformément à l'article 5, 2^e alinéa, de la présente loi et qui constate que les terres réquisitionnées sont restaurées et mises en valeur, fixe le délai dans lequel les propriétaires peuvent réclamer la restitution de leurs terres ou l'attribution d'ensembles équivalents qui leurs seraient offerts en échange comme il est dit à l'article précédent.

A défaut de réclamation dans le délai fixé, les biens sont expropriés par l'État dans les formes abrégées prévues à l'article 7.

Le montant de l'indemnité à adjuger en ce cas à l'exproprié ne sera pas supérieur à la valeur des biens au 1^{er} août 1914.

ART. 10.

En cas de cession conforme à l'article 4, le sinistré peut réclamer à titre d'indemnité devant le tribunal des dommages de guerre la différence entre la valeur de sa terre au 1^{er} août 1914, fixée comme il est dit à l'article 2, et le prix de la cession.

En cas de réquisition non suivie d'expropriation, le tribunal des dommages de guerre surseoit à statuer sur les indemnités revenant aux ayants droit jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal constatant la remise en état des terrains. A partir de cette date, les intéressés seront fondés à réclamer devant ce tribunal la différence entre la valeur de leurs biens au 1^{er} août 1914 et la valeur après la remise en état.

ART. 9.

Het overeenkomstig artikel 5, 2^o lid, van deze wet genomen koninklijk besluit, waarbij word vastgesteld dat de opgeëischte gronden hersteld en terug in staat van bebouwing gebracht zijn, bepaalt den tijd waarbinnen de eigenaars de teruggave van hunne gronden of de toekenning kunnen eischen van gelijkwaardige kavels welke hun, zooals gezegd bij voorgaand artikel, in ruiling aangeboden zouden worden.

Bij gemis aan soortgelijke vordering binnen den bepaalden tijd, worden de gronden door den Staat in de bij artikel 7 voorziene, verkorte vormen, onteigend.

Het bedrag van de vergoeding, in dit geval toe te kennen aan den onteigende, zal de waarde der goederen op 1 Augustus 1914 niet overschrijden.

ART. 10.

In geval van afstand overeenkomstig artikel 4, mag de geteisterde voor de rechtbank voor oorlogsschade, bij wijze van vergoeding, het verschil eischen tusschen de waarde van zijnen grond op 1 Augustus 1914, bepaald zooals gezegd bij artikel 2, en den afstandsprijs.

In geval van opeischung niet gevolgd van onteigening, schorst de rechtbank voor oorlogsschade hare uitspraak omtrent de aan de rechthebbende toekomende vergoeding tot dat er een koninklijk besluit van kracht worde waarbij wordt vastgesteld dat de gronden opnieuw in staat van bebouwing zijn gebracht. Van dezen dag af mogen de belanghebbenden voor deze rechtbank het verschil vorderen tusschen de waarde van hunne goederen op 1 Augustus 1914 en de waarde dezer productief gemaakte goederen.

ART. 11.

Les privilèges, hypothèques et tous autres droits réels grevant les immeubles échangés en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois des servitudes, seront reportés de plein droit sur les parcelles attribuées en échange à l'ancien propriétaire de ces immeubles.

ART. 12.

Sur le vu du certificat, constatant que l'immeuble cédé ou échangé avec soulte était libre d'hypothèques, le préposé à la Caisse des Consignations sera tenu de remettre aux ayants droit le montant de la somme consignée s'il n'existe aucune saisie-arrest ou opposition.

Si l'immeuble était grevé d'hypothèques ou de tous autres droits réels, le préposé à la Caisse des Consignations ne pourra vider ses mains que sur ordonnance de justice ou moyennant décharge de toutes les parties intéressées.

ART. 13.

Les actes passés et jugements rendus en exécution de la présente loi sont exempts de tous droits fiscaux.

ART. 14.

Si des terres dévastées n'ont pas fait l'objet d'une réquisition des armées alliées ou des pouvoirs publics et que les propriétaires ou locataires en prennent possession avant le 1^{er} septembre 1919, ces propriétaires ou locataires, peuvent

ART. 11.

De voorrechten, hypotheeken en de eene en andere zakelijke rechten welke de op voet van deze wet verruilde onroerende goederen verzwaren, met uitzondering evenwel van de dienstbaarheden, zullen van rechtswege worden teruggebracht op de aan den voormaligen eigenaar dezer goederen in ruiling toegewezen percelen.

ART. 12.

Op overlegging van het bewijs, waaruit blijkt dat het afgestaan of met opleggeld verruild onroerend goed vrij is van hypotheek, zal de aangestelde van de Consignatiekas gehouden zijn aan de rechthebbenden het bedrag te overhandigen van de in bewaring gegeven som, bijaldien er geen enkel derden-arrest noch verzet bestaat.

Zoo het onroerend goed met hypotheeken of met de eene of andere zakelijke rechten belast is, mag de aangestelde van de Consignatiekas alleenlijk dit bedrag overhandigen, op eisch van het gerecht of mits ontlasting van al de betrokken partijen.

ART. 13.

De akten verleden en vonnissen uitgesproken ter uitvoering van deze wet zijn vrij van alle fiskale rechten.

ART. 14.

Werden de verwoeste gronden door geallieerde legers noch door de openbare overheid opgeëischt en nemen de eigenaars of huurders er bezit van voor 1 September 1919, dan kunnen deze eigenaars of huurders, bij besluit van den

être autorisés par décision du Ministre de l'Agriculture à débarrasser leurs immeubles des haies, piquets, fils de fer, chevaux de frise, abris en béton ou en maçonnerie, tas de picrailles, de cendrées ou de sable et autres encombrements analogues. Les matériaux provenant de ces opérations restent aux propriétaires ou locataires qui ont supporté la charge des travaux de déblaiement.

Donné à Bruxelles, le
1919.

Ministervan Landbouw worden gemachtigd om op deze gronden de hagen, piketten, prikdraad, Friesche ruiters, betonnen of gemetselde dekkingen steengruis, asch- en zandhoopen en ander soortgelijke hindernissen weg te ruimen. De bij deze wegruiming verkregen bouwstoffen blijven het eigendom van de eigenaars of huurders die den last van de wegruimingswerken hebben gedragen.

Gegeven te Brussel, den
1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Agriculture,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landbouw,

B^{on} RUZETTE.

Le Ministre des Affaires Économiques,

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JULI 1919

WETSONTWERP OP HET HERSTEL DER VERWOESTEGEWESTEN

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 9 Mei 1919 vervat de algemeene beginselen op voet waarvan de burgers worden vergoed voor schade welke zij tengevolge van den oorlog in hunne goederen hebben ondergaan; zij bepaalt de schade welke vatbaar is voor herstel, duidt den rechthebbende ervan aan, bepaalt het bedrag der vergoedingen en de voorwaarden waarin zij worden verleend. Met het oog op gewone toestanden opgemaakt, blijkt zij ontoereikend om het herstel te verzekeren van de schade welke bij de gevechten aan de bebouwde gronden in de verwoeste gewesten werd aangericht. Zij vervat inderdaad geen enkel voorschrift welke het middel verstrekt om op een geleidelijke, vlugge en doelzame wijze het herstel van den landbouw in deze gewesten te bewerkstelligen. Voor het land geldt het evenwel als een hoofdbelang dat de alzoo aan den landbouw onttrokken gronden zoohaast mogelijk dezen worde teruggegeven. Men kan, te dien einde, zich niet uitsluitend verlaten op den goeden wil der eigenaars: zekeren hunner zouden daaraan niet den gewenschten ijver kunnen besteden. Anderen zouden niet bij machte kunnen zijn om lange en veel kostende werken aan te vangen. Van algemeenen aard als zij zijn, zullen deze verwoestingen bovendien vaak tot gezamenlijke verrichtingen noodzaken, welke slechts onder de leiding en het toezicht der openbare macht kunnen worden uitgevoerd. Het is dan ook onontbeerlijk dat aan den Staat het middel worde verschaft om handelend in de plaats van private personen op te treden, die deze werken niet kunnen noch willen uitvoeren, alhoewel de hoogdringendheid ervan elken dag meer en meer blijkt.

Het recht van opëisching biedt dit middel aan.

Toegestaan aan de gemeentebesturen bij de wet van 10 Juli 1791, bleef het van kracht onder het beheer van de Belgische Grondwet; de wet van

14 Augustus 1887 heeft ditzelfde recht aan den Staat erkend en heeft er de uitvoering van geregeld. Dewijl anderzijds artikel 2 van het wet-besluit van 23 October, dat aan de Belgen het recht op herstel van in België uit oorlogsfeiten voortspruitende schade heeft erkend, bepaalt dat inrichting, modaliteiten en omvang van dit recht bij de wet zullen worden geregeld, mag deze het vergunnen der vergoeding tot herstel afhankelijk maken van voorwaarden welke zij bepaalt zooals zij er de modaliteiten kan van vaststellen.

In onderhavig wetsontwerp werd rekening gehouden van deze beschouwingen. Het brengt geen enkele wijziging aan de bij de wet van 9 Mei 1919 gevestigde regelen; het bepaalt zich met aan den Staat de macht toe te kennen en hem het middel te geven om doelzaam in te grijpen ten einde, in 's lands belang, het herstel van den landbouw en het weder in staat van bebouwing brengen van de bij de militaire verrichtingen verwoeste gewesten te bespoedigen en meteen de belangen der eigenaars te vrijwaren.

* * *

Het ontwerp gaat uit van het beginsel dat de eigenaar van den verwoesten grond volslagen vergoed worde, voor de schade, hetzij door het toekennen van de waarde van dezen grond op 1 Augustus 1914, hetzij door teruggave van dezen grond nadat hij opnieuw in staat van bebouwing werd gebracht, hetzij door den afstand van een bouwland van gelijke waarde en productiviteit.

Bij artikel één verkrijgt de Staat het recht om de landerijen aan te duiden waarop de beschikkingen van de nieuwe wet van toepassing worden.

In de overeenkomstig artikel één vastgestelde grenzen, is de Regeering gemachtigd om de inbezitneming der door hun eigenaars of rechthebbenden verlaten gronden op te eischen alsook de inbezitneming van de gronden welke noodig zijn tot het uitvoeren van bij artikel 8 voorziene gezamenlijke werken. Ten einde zich te schikken naar de wetgeving op de opeischingen, voorziet het wetsontwerp het verstrekken van eene vergoeding aan den eigenaar voor den duur der opeisching. Deze behoudt hare uitwerkselen gedurende den tijd die er tot het herstel of het opnieuw in staat van bebouwing brengen der landerijen noodig is.

Onverminderd dit recht van opeisching tot inbezitneming, geeft artikel 7 aan den Staat het recht om tot de onteigeningen over te gaan welke hij noodig acht, zonder tot de voorafgaandelijke formaliteiten zijnen toevlucht te moeten nemen.

Soms zal het trouwens, voor het uitvoeren van de gezamenlijke werken, onontbeerlijk zijn tot dien maatregel over te gaan, dewijl deze werken, door het feit dat zekere perceelen in bezit zijn gebleven van landbouwers, zouden belemmerd kunnen worden.

Ten einde de toepassing van de wet te vergemakkelijken en de verrichtingen van de rechtbanken voor oorlogsschade te bespoedigen, wordt er in elke gemeente eene Scheidsrechterlijke Commissie ingesteld belast met de rangschikking der verwoeste landerijen naar hunne waarde op 1^{er} Augustus 1914 en naar hunne huidige waarde. De bepaling van de waarde op 1^{er} Augustus 1914 heeft ten doel de rechtbanken voor oorlogsschade te ontslaan van de verplichting tot talrijke deskundige en veel tijd vergende onderzoekingen te moeten overgaan; die van de huidige waarde heeft den doel de grondslagen vast te stellen waarop de

eigenaars, die verlangen hunne goederen onmiddellijk te gelde te maken, ze aan den Staat zouden kunnen afstaan.

Eene eenvoudige rechtspleging werd voor de verrichtingen van de scheidsrechterlijke Commissiën voorgeschreven. Elke Commissie maakt eene eerste voorloopige raming, welke aan de belanghebbenden wordt bekend gemaakt; dezen hebben één maand tijd om hunne aanmerkingen schriftelijk of mondeling in te brengen. Eens die tijd verstreken, maken de Commissies de eindraming op en brengen ze ter kennis van de belanghebbenden. Zoodra de raming eens en vooral is opgemaakt, mag de eigenaar vrijwillig zijn eigendom aan den Staat afstaan tegen het bedrag zijner huidige waarde. Eigenaar geworden van dien grond mag de Staat daar de noodige werken doen uitvoeren. Verkiest de eigenaar zijn eigendom te behouden, dan mag de Staat er de inbezitneming van opeischen: op die wijze verkrijgt de Staat het recht om op die niet afgestane gronden de noodige herstellingswerken uit te voeren.

De ruimste vrijheid wordt aan het Beheer voor het uitvoeren dier werken gelaten; het staat aan het Beheer vrij ze zelf uit te voeren of zich dienomtrent te verstaan met den eigenaar, met den huurder of zelfs met derden of met te dien einde tot stand gebrachte instellingen.

Artikel 8 van het wetsontwerp duidt anderzijds bijzondere maatregelen aan welke de Staat ter volbrenging zijner opdracht mag treffen. Zoo mag hij inzonderheid de richting wijzigen der openbare wegen en waterloopen, nieuwe banen aanleggen, gezondmakingswerken doen uitvoeren en tot de herkaveling der perceelen doen overgaan.

Zoodra al de werken zijn volvoerd en de landerijen hersteld of terug in staat van bebouwing gebracht, dan wordt dit bij koninklijk besluit vastgesteld en bepaalt dit laatste den tijd, waarbinnen de eigenaars der opgeëischte landerijen hetzij de teruggave van hun grond, hetzij den afstand van gelijkwaardige perceelen, bijaldien er tot een herkaveling werd overgaan, kunnen vorderen. Stemt de eigenaar er in toe terug zijnen grond of het goet in bezit te nemen dat hem in ruil wordt aangeboden, dan blijft er tegenover hem niets meer te doen. Weigert hij dit, dan mag de Staat tot de onteigening overgaan.

De gronden welke heel in den aanvang van de verrichtingen aan den Staat in der minne werden afgestaan en die waarvan hij bij onteigening eigenaar wordt, worden nadat zij weder in staat van bebouwing gebracht zijn, te koop geboden en alzoo aan den landbouw teruggegeven.

Blijft alsdan nog te regelen overeenkomstig de beginselen van de wet van 9^o Mei 1919, het recht van de eigenaars op het herstel van het hun berokkend nadeel. Geldt het gronden afgestaan aan den Staat overeenkomstig artikel 4, dan doet de rechtbank voor oorlogsschade onmiddellijk uitspraak. Wat betreft de gronden gelegen in de bepaalde grenzen bij het artikel één voorzien koninklijk besluit, waarvan de inbezitneming door den Staat werd opgevorderd, doet de rechtbank voor oorlogsschade integendeel geen uitspraak omtrent de vergoeding, zoolang de inbezitneming bij opeiseling duurt. De rechtbank voor oorlogsschade doet uitspraak naar hare gewone rechtspleging, evenwel wordt er bij onderhavig ontwerp besloten dat zij niet meer tot een deskundig onderzoek ter vaststelling van de waarde der landerijen moet overgaan maar dat zij zich moet houden aan de door de scheidsrechterlijke Commissies vastgelegde waarde; deze waarde

vervat al de vergoedingen verschuldigd voor den schade aangericht aan den grond; diensvolgens moet de rechtbank er het bedrag van afhouden van de bij den verkoop van hunne gronden bij afstand in der minne door de eigenaars opgetrokken sommen en, zoo er geen spraak van afstand is, er het bedrag van afhouden van de waarde na herstel van de in vervanging der vernielde erven aanvaarde gronden.

Alles te samen genomen, berust het ontwerp op hiernavermelde beginselen :

Macht toegekend aan den Staat om zelf de noodige herstellingswerken uit te voeren of onder zijne leiding of zijn toezicht te doen uitvoeren;

Gelegenheid gegeven aan de eigenaars van de verwoeste landerijen om ze onmiddellijk aan den Staat af te staan tegen hunne huidige waarde of recht om er eigenaar van te blijven;

Keuze gelaten aan den eigenaar die liever zijne landerijen voorloopig heeft willen bewaren, hetzij om ze na herstel terug over te nemen, hetzij om ze alsdan door den Staat te laten onteigenen;

Te koopstelling door den Staat na herstel van de gronden waarvan hij in der minne of ten gevolge van onteigening eigenaar is geworden.

Het wetsontwerp vervat ten slotte nog eene beschikking (art 14) welke ten doel heeft het effen en van de met puin bezaaide landerijen aan te moedigen, zoo deze niet werden opgeëischt.

De Minister van Landbouw,

B^{on} RUZETTE.

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

**Projet de loi sur la restauration
des régions dévastées.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Agriculture et des Affaires Écono-
miques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de l'Agriculture et des
Affaires Économiques présenteront, en
Notre nom, aux Chambres législatives,
le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Les dispositions de la présente loi
ont pour objet la restauration agricole
ou la mise en valeur des terres situées
dans les régions dévastées par les opé-
rations militaires.

Les périmètres des régions auxquelles
ces dispositions s'appliquent sont déter-
minées par le Roi.

ART. 2.

Les terres laissées à l'abandon aux
dates fixées par les arrêtés royaux de
délimitation, seront classées par com-
mune d'après leur valeur au 1^{er} août
1914 et d'après leur valeur actuelle.

Ces valeurs sont établies dans chaque
commune, à l'intervention du Commis-

**Wetsontwerp op het herstel der
verwoeste gewesten.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voordracht van Onze Ministers
van Landbouw en van Staathuishoud-
kundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Landbouw en
van Staathuishoudkundige Zaken zul-
len uit Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp indienen
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL

De beschikkingen van deze wet be-
treffen het herstel van den landbouw of
het productief maken van de gronden,
in de bij de krijgsverrichtingen ver-
woeste gewesten.

De grenzen van de gewesten waarop
deze beschikkingen van toepassing zijn,
zullen door den Koning worden be-
paald.

ART. 2.

De op de bij koninklijke besluiten
van grensbepaling vastgestelde datums
verlaten gronden, zullen naar hunne
waarde op 1 Augustus 1914 en naar
hunne huidige waarde, per gemeente
worden gerangschikt.

In elke gemeente zullen deze waarden
worden vastgesteld, bij tusschenkomst

saire de l'Etat près le tribunal des dommages de guerre, par les soins d'une Commission arbitrale, dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par le Roi.

ART. 3.

Chaque Commission procède à une évaluation provisoire qui est notifiée aux propriétaires. Ceux-ci ont un délai d'un mois pour présenter leurs réclamations ou observations verbalement ou par écrit. Passé ce délai, les Commissions arrêtent l'évaluation définitive et la portent à la connaissance des propriétaires.

ART. 4.

L'acceptation dûment notifiée dans le délai d'un mois au Ministre de l'Agriculture, de l'évaluation définitivement arrêtée par la Commission, vaut, à l'égard de l'Etat, promesse de vente de l'immeuble à la valeur actuelle établie. L'acte de vente est passé à la requête de la partie la plus diligente.

ART. 5.

A défaut de l'acceptation ci-dessus prévue, valant promesse de vente, l'occupation des terres est réquisitionnée par simple notification au propriétaire. Le Ministre peut également réquisitionner l'occupation de terres nécessaires à l'exécution des travaux prévus à l'article 8 de la présente loi.

La réquisition continue ses effets jusqu'à ce qu'il soit constaté par un arrêté royal que la cause a pris fin.

van den Staatskommissaris bij de rechtbank voor oorlogsschade, door het toedoen van eene scheidsrechterlijke Commissie, waarvan inrichting en werking door den Koning zullen worden geregeld.

ART. 3.

Elke Commissie gaat over tot eene voorloopige raming welke aan de eigenaars wordt bekend gemaakt. Dezen hebben eene maand tijd om hunne bezwaren of opmerkingen mondeling of schriftelijk in te brengen. Eens die tijd verstreken, maken de Commissies de eindramingen op en geven er kennis van aan de eigenaars.

ART. 4.

De binnen een maand aan den Minister van Landbouw behoorlijk bekend gemaakte aanvaarding van de door de Commissie opgemaakte eindraming, geldt, tegenover den Staat, als eene belofte van verkoop van het onroerend goed tegen de vastgestelde huidige waarde. De verkoopakte wordt verleden op aanzoek van de meest gereede partij.

ART. 5.

Bij gemis aan hierboven voorziene aanvaarding, welke als belofte van verkoop geldt, wordt de inbezitneming van de gronden opgeëischt bij eenvoudige kennisgeving ervan aan den eigenaar. De Minister kan insgelijks de inbezitneming opeischen van de gronden, welke noodig zijn tot het uitvoeren van de bij artikel 8 van deze wet voorziene werken.

De opeischung heeft nadere uitwerking tot dat er bij een koninklijk besluit vastgesteld wordt dat de reden ervan opgehouden heeft te bestaan.

ART. 6.

Il est payé annuellement par l'Etat, aux propriétaires des terres occupées, une indemnité de 5 % de la valeur actuelle attribuée à ces terres.

ART. 7.

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux expropriations pour cause d'utilité publique, sans recourir à l'enquête préalable prévue par la loi du 27 mai 1870. La procédure s'ouvrira en ce cas, par le dépôt au greffe des pièces, autres que celles de l'enquête, prévues par l'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1835.

ART. 8.

Le Gouvernement peut remanier le tracé des voies publiques et des cours d'eau, créer des voies nouvelles, effectuer des travaux d'assainissement ou procéder au remembrement des terres comprises dans le périmètre des régions dévastées. Dans ce dernier cas, les terres seront rassemblées en vue d'échanges éventuels de manière à constituer des ensembles ayant autant que possible la même nature et la même valeur que les héritages existant précédemment. La différence entre les propriétés dont l'échange est prévu ne pourra, à moins que les intéressés n'y consentent, être supérieure à 5 % tant en superficie qu'en valeur; la différence en valeur sera, le cas échéant, réglée par le paiement d'une soulte.

ART. 6.

Jaarlijks wordt er door den Staat aan de eigenaars der in bezit genomen gronden, eene vergoeding verleend van 5 %, van de aan deze gronden toegekende huidige waarde.

ART. 7.

De Regeering is gemachtigd om over te gaan tot de onteigeningen ten algemeene nutte zonder tot het bij de wet van 27 Mei 1870 voorziene voorafgaandelijk onderzoek haren toevlucht te moeten nemen. De rechtspleging zal in dit geval worden aangevangen met het neerleggen ter griffie van de stukken, andere als die van het onderzoek, voorzien bij artikel 1 van de wet van 17 April 1835.

ART. 8.

De Regeering mag de richting van openbare wegen en waterloopen wijzigen, nieuwe banen aanleggen, gezondmakingswerken doen uitvoeren of doen overgaan tot de herkaveling van de gronden gelegen binnen de grenzen der verwoeste gewesten. In dit laatste geval, zullen de gronden, met het oog op gebeurlijke ruilingen in zulker voege in nieuwe kavels worden gelegd, dat dezen van denzelfden aard en van dezelfde waarde zijn als de voorheen bestaande erven. Het verschil tusschen de eigendommen waarvan de ruiling is voorzien zal, ten zij met instemming der belanghebbenden, geene 5 % zoowel in oppervlakte als in waarde mogen te boven gaan; het waardeverschil zal, desgevallend, door de betaling van een opleggeld worden geregeld.

ART. 9.

L'arrêté royal pris conformément à l'article 3, 2^e alinéa, de la présente loi et qui constate que les terres réquisitionnées sont restaurées et mises en valeur, fixe le délai dans lequel les propriétaires peuvent réclamer la restitution de leurs terres ou l'attribution d'ensembles équivalents qui leurs seraient offerts en échange comme il est dit à l'article précédent.

A défaut de réclamation dans le délai fixé, les biens sont expropriés par l'État dans les formes abrégées prévues à l'article 7.

Le montant de l'indemnité à adjuger en ce cas à l'exproprié ne sera pas supérieur à la valeur des biens au 1^{er} août 1914.

ART. 10.

En cas de cession conforme à l'article 4, le sinistré peut réclamer à titre d'indemnité devant le tribunal des dommages de guerre la différence entre la valeur de sa terre au 1^{er} août 1914, fixée comme il est dit à l'article 2, et le prix de la cession.

En cas de réquisition non suivie d'expropriation, le tribunal des dommages de guerre surseoit à statuer sur les indemnités revenant aux ayants droit jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal constatant la remise en état des terrains. A partir de cette date, les intéressés seront fondés à réclamer devant ce tribunal la différence entre la valeur de leurs biens au 1^{er} août 1914 et la valeur après la remise en état.

ART. 9.

Het overeenkomstig artikel 3, 2^o lid, van deze wet genomen koninklijk besluit, waarbij word vastgesteld dat de opgeëischte gronden hersteld en terug in staat van bebouwing gebracht zijn, bepaalt den tijd waarbinnen de eigenaars de teruggave van hunne gronden of de toekenning kunnen eischen van gelijkwaardige kavels welke hun, zooals gezegd bij voorgaand artikel, in ruiling aangeboden zouden worden.

Bij gemis aan soortgelijke vordering binnen den bepaalden tijd, worden de gronden door den Staat in de bij artikel 7 voorziene, verkorte vormen, onteigend.

Het bedrag van de vergoeding, in dit geval toe te kennen aan den onteigende, zal de waarde der goederen op 1 Augustus 1914 niet overschrijden.

ART. 10.

In geval van afstand overeenkomstig artikel 4, mag de geteisterde voor de rechtbank voor oorlogsschade, bij wijze van vergoeding, het verschil eischen tusschen de waarde van zijnen grond op 1 Augustus 1914, bepaald zooals gezegd bij artikel 2, en den afstandsprijs.

In geval van opeischung niet gevolgd van onteigening, schorst de rechtbank voor oorlogsschade hare uitspraak omtrent de aan de rechthebbende toekomende vergoeding tot dater een koninklijk besluit van kracht worde waarbij wordt vastgesteld dat de gronden opnieuw in staat van bebouwing zijn gebracht. Van dezen dag af mogen de belanghebbenden voor dezé rechtbank het verschil vordèren tusschen de waarde van hunne goederen op 1 Augustus 1914 en de waarde dezer productief gemaakte goederen.

ART. 11.

Les privilèges, hypothèques et tous autres droits réels grevant les immeubles échangés en vertu de la présente loi, à l'exception toutefois des servitudes, seront reportés de plein droit sur les parcelles attribuées en échange à l'ancien propriétaire de ces immeubles.

ART. 12.

Sur le vu du certificat, constatant que l'immeuble cédé ou échangé avec soulte était libre d'hypothèques, le préposé à la Caisse des Consignations sera tenu de remettre aux ayants droit le montant de la somme consignée s'il n'existe aucune saisie-arrest ou opposition.

Si l'immeuble était grevé d'hypothèques ou de tous autres droits réels, le préposé à la Caisse des Consignations ne pourra vider ses mains que sur ordonnance de justice ou moyennant décharge de toutes les parties intéressées.

ART. 13.

Les actes passés et jugements rendus en exécution de la présente loi sont exempts de tous droits fiscaux.

ART. 14.

Si des terres dévastées n'ont pas fait l'objet d'une réquisition des armées alliées ou des pouvoirs publics et que les propriétaires ou locataires en prennent possession avant le 1^{er} septembre 1919, ces propriétaires ou locataires, peuvent

ART. 11.

De voorrechten, hypotheeken en de eene en andere zakelijke rechten welke de op voet van deze wet verruilde onroerende goederen verzwaren, met uitzondering evenwel van de dienstbaarheden, zullen van rechtswege worden teruggebracht op de aan den voormaligen eigenaar dezer goederen in ruiling toegewezen perceelen.

ART. 12.

Op overlegging van het bewijs, waaruit blijkt dat het afgestaan of met opleggeld verruild onroerend goed vrij is van hypotheek, zal de aangestelde van de Consignatiekas gehouden zijn aan de rechthebbenden het bedrag te overhandigen van de in bewaring gegeven som, bijaldien er geen enkel derden-arrest noch verzet bestaat.

Zoo het onroerend goed met hypotheeken of met de eene of andere zakelijke rechten belast is, mag de aangestelde van de Consignatiekas alleenlijk dit bedrag overhandigen, op eisch van het gerecht of mits ontlasting van al de betrokken partijen.

ART. 13.

De akten verleden en vonnissen uitgesproken ter uitvoering van deze wet zijn vrij van alle fiskale rechten.

ART. 14.

Werden de verwoeste gronden door geallieerde legers noch door de openbare overheid opgeëischt en nemen de eigenaars of huurders er bezit van voor 1 September 1919, dan kunnen deze eigenaars of huurders, bij besluit van den

être autorisés par décision du Ministre de l'Agriculture à débarrasser leurs immeubles des haies, piquets, fils de fer, chevaux de frise, abris en béton ou en maçonnerie, tas de pierrailles, de cendrées ou de sable et autres encombrements analogues. Les matériaux provenant de ces opérations restent aux propriétaires ou locataires qui ont supporté la charge des travaux de déblaiement.

Donné à Bruxelles, le
1919.

Ministervan Landbouw worden gemachtigd om op deze gronden de hagen, piketten, prikdraad, Friesche ruiters, betonnen of gemetselde dekkingen steengruis, asch- en zandhoopen en ander soortgelijke hindernissen weg te ruimen. De bij deze wegruiming verkregen bouwstoffen blijven het eigendom van de eigenaars of huurders die den last van de wegruimingswerken hebben gedragen.

Gegeven te Brussel, den
1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de l'Agriculture,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Landbouw,

BON RUZETTE.

Le Ministre des Affaires Économiques, | *De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,*

HENRI JASPAR.